



Déclaration liminaire de l'ensemble des organisations syndicales du MASA

Aujourd'hui, nous sommes réuni-e-s sans avoir eu de documents contrairement à l'Éducation Nationale qui se réunit depuis des mois sur les enjeux de revalorisation salariale.

Le président Macron a effectué ses annonces concernant les enseignants à Ganges et le gouvernement a communiqué à grand renfort de lettre aux enseignant-e-s et de dossiers de presse. Malgré la colère des salarié-e-s qui manifestent à chaque déplacement présidentiel et ministériel, malgré l'opposition unanime de toutes les fédérations de l'Éducation nationale et de l'enseignement agricole, le gouvernement poursuit dans sa volonté de contre-réformes notamment par la mise en œuvre de son « pacte » ! Rappelons que d'après la définition, un pacte est un accord solennel entre 2 parties.

Plutôt que d'augmenter les salaires de tous les personnels en revalorisant les grilles indiciaires et en augmentant la valeur du point d'indice, le président Macron, continue de proposer des augmentations indemnitaires (qui ne compteront donc pas pour la retraite). En l'état des informations dont nous disposons par voie de presse, cela correspondrait à une augmentation de 4 % en moyenne pour les enseignant-e-s, ce qui ne compenserait même pas l'augmentation de l'inflation de cette année ! Et toujours rien pour les autres personnels ?

Il faudrait donc se féliciter de continuer à perdre de l'argent et se voir proposer des missions à la carte qui s'articuleraient avec les mesures de dislocation du statut et du cadre national notamment sur la réforme de la voie professionnelle.

L'intersyndicale rappelle qu'elle n'accepte pas la réforme des retraites Macron-Borne et n'entend pas que la conduite des échanges qui s'ouvrent enfin sur la revalorisation des salaires se déroule dans un cadre similaire de monologue social.

Quel calendrier ? Quels objectifs ? Quels moyens ? Quelles marges de manœuvre ?